ÉLECTIONS LÉGISLATIVES MARS 1967

GRANDE FÉDÉRATION

ELECTRICES, ELECTEURS,

Nous savons maintenant que si Gaston Defferre avait réussi sa grande fédération, les dernières élections présidentielles auraient vu le triomphe d'un candidat démocratique.

Nous savons que l'alliance des ennemis du pouvoir Gaulliste doit inclure la démocratie chrétienne afin d'empêcher celle-ci de succomber à la tentation de prolonger la vie du régime.

Nous savons qu'il n'existe qu'une majorité démocratique possible et qu'elle doit aller des anciens indépendants au P.S.U. Il y aura, certes, des divergences quand s'écroulera le régime, mais n'est-ce pas cela la démocratie? L'uniformité, le caporalisme, les hommes transformés en machine à voter oui, cela n'a jamais été le progrès.

Aujourd'hui, dans notre circonscription, seul un candidat d'union démocratique, un candidat de forte implantation locale peut battre l'U. N. R. Tout le monde le sait, mais les micro-fédérations, les partis divisés nous parachutent d'obscurs candidats qui n'ont jamais passé la porte de Charenton que pour venir chercher leur mandat de député. Pensent-ils donc que notre canton épuisé n'est capable d'engendrer qu'une candidature farfelue de poujadiste attardée?

Les maires de nos villes restent muets, comme si le salut de la démocratie dont ils se réclamaient, il n'y a pas si longtemps, passait maintenant après celui du régime.

Laissera-t-on le pouvoir gaulliste et les banques d'affaires acheter le canton, comme une usine dont on compte retirer un sérieux bénéfice? Les laisserons-nous faire au nom d'un anticommunisme sommaire? C'est le grand capitalisme de profit qui a donné naissance au communisme. C'est lui qui l'entretient pour le brandir comme un épouvantail. Seuls le progrès social et la justice détourne de lui sa clientèle.

Nous ne voulons pas que les voix de la démocratie s'égarent sur des candidats sans doute honnêtes, mais qui, par leur division et leur manque d'audience locale, servent le régime qu'ils prétendent combattre.

Nous sommes là parce qu'encore jeunes et installés dans la vie du canton, nous avons senti un élan populaire contre le régime; nous sommes là parce que nous sommes les seuls à pouvoir réunir les voix de la démocratie, parce qu'il n'y a aucun danger communiste au premier tour. Nous n'avons pas des dizaines de millions à consacrer à notre publicité, mais les aurions-nous que nous ne vous ferions pas l'injure de vouloir vous acheter. Nous sommes là parce que nous aimons la démocratie et la circonscription dans laquelle nous vivons. Nous y sommes aujourd'hui, nous y serons demain. Vous n'avez pas affaire à des météores attirés par l'appât d'une victoire facile et oublieux de vous sitôt élus.

Voici les grandes options que nous défendrons :

- Fin du contrôle des banques d'affaires sur l'économie du pays et leur remplacement par un office national du crédit.
- © Création d'un droit au logement comparable au droit au travail et, à cette fin, planification de la construction à l'échelon national.

- Réforme de la fiscalité : un seul impôt sur le revenu, progressif, franchises variant automatiquement avec le coût de la vie. Maintien d'une taxe destinée aux communes et nécessaire à leur indépendance.
- Suppression de tous les organismes technocratiques qui sont l'ébauche camouflée d'un régime corporatif et que le pouvoir voudrait substituer aux assemblées élues (C.O.D.E.R., Syndicats intercommunaux).
- Etablissement, en accord avec les syndicats, d'une échelle de salaire sans truquage, en rapport avec l'augmentation du coût de la vie et celle du revenu national.
- Création d'un enseignement technique véritable. Démocratisation de l'enseignement supérieur par le pré-salaire.
- Promotion d'une politique de culture et de loisirs, pour la jeunesse d'abord et pour tous les travailleurs dont les loisirs s'accroîtront naturellement avec la diminution des heures de travail.
- Maintien et soutien de la petite propriété, des petites entreprises. Simplification de la paperasserie administrative (groupement de toutes les cotisations à un seul organisme, en une seule fois). Elargissement des possibilités d'imposition au forfait.
- Contrôle par l'Etat des grandes sociétés pourvues d'un quasi monopole (sidérurgie, chimie, entre autres, planification de leur production).
- Suppression de l'inutile et coûteuse force de frappe, dont le budget doit être consacré à la recherche scientifique, médicale.
- Construction d'un réseau d'autoroutes dans les trois ans à venir. En terminer une fois pour toutes avec ce paradoxe qui veut que notre pays ait des autoroutes rares et payants et l'essence la plus chère d'Europe.
- Création d'un ministère de la vieillesse. Il est anormal de reculer la durée de la vie humaine pour laisser les vieillards mourir de faim. Création de homes de vieillards agréables. Etablissement d'un post-salaire pour ceux qui ne jouissent pas de retraites suffisantes

Sur le plan extérieur :

Accélération de la construction des Etats - Unis d'Europe, préface des Etats - Unis du Monde.
 Refus de participation à toute coalition militaire, sous quelque forme que ce soit.

Nous ne vous promettons pas l'impossible paradis d'une vie sans impôt et sans contrainte. Electeurs de toutes nuances — car nous n'avons pas d'exclusive — ceux qui vous promettent la lune depuis trente ans et qui sont, aujourd'hui, figés dans un réformisme agressif, que vous ont-ils donné?

Nous préférons être honnêtes, appliqués et constructifs.

Docteur de MELLIS, candidat.

Docteur BONPARIS, suppléant.